

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES

du

MARDI 09 NOVEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

DINSDAG 09 NOVEMBER 2010

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 41 sous la présidence de M. Peter Luykx.

Le **président**: M. de Donnea est excusé, car il assiste aux obsèques du ministre Duquesne.

01 Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations du secrétaire général de l'OTAN M. Rasmussen sur un bouclier antimissile de l'OTAN et leur incidence sur les relations avec la Russie" (n° 367)

01.01 **Theo Francken** (N-VA): La semaine prochaine, nous nous pencherons en concertation avec le Sénat sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN. Selon ce concept, les États membres de l'OTAN sont d'accord de mettre en place un bouclier antimissile otanien. Je pensais que le gouvernement belge avait une position plus nuancée sur cette question et souhaitait associer la Russie à la construction de ce bouclier dans le cadre d'un partenariat. Quelle position le gouvernement d'affaires courantes adopte-t-il en la matière?

01.02 **Steven Vanackere**, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement démissionnaire maintient la position adoptée par la diplomatie belge dans le passé. L'adaptation au nouvel environnement de sécurité constitue d'ailleurs un processus continu et non une idée présentée pour la première fois par le secrétaire général. Si elle veut garder sa pertinence, l'OTAN doit prendre en considération les nouvelles menaces qui apparaissent dans un monde nouveau et multipolaire.

Ainsi, lors du dernier sommet de l'OTAN qui s'est déroulé à Strasbourg en 2009, les membres de l'OTAN ont reconnu qu'une nouvelle menace pesait sur le territoire de l'alliance sous la forme d'un risque d'attaque par missiles. La proposition américaine visant à développer un bouclier antimissile par une "*European Phased Adaptive Approach*" a déjà été présentée à cette occasion. On s'attend à ce que les membres de l'OTAN prennent une décision lors du prochain sommet des 19 et 20 novembre à Lisbonne quant à l'éventuelle mise en place d'un système qui offrirait une protection supplémentaire aux alliés de l'OTAN contre la menace de missiles balistiques et d'armes de destruction massive.

Comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises le 14 octobre dernier lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des membres de l'OTAN, la Belgique est disposée à collaborer à un tel projet dans l'hypothèse d'un consensus au sein de l'alliance, mais nous désirons connaître le coût total de l'opération. De plus, nous voulons tout mettre en œuvre pour qu'une coopération s'installe avec la Russie: les principes du dialogue et de la collaboration constituent autant de priorités partagées par l'OTAN et la Russie au sein du Conseil OTAN-Russie.

Si les Russes sont associés à cette proposition, nous contribuerons précisément à une forme de concertation encore renforcée entre la Russie et l'OTAN. Nous visons en effet à des relations de qualité et de confiance en matière de sécurité avec la Russie lors de différents forums internationaux: au sein de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne et au sein de l'OTAN. Ce bouclier antimissile peut y contribuer.

01.03 Theo Francken (N-VA): La réaction russe à la proposition américaine d'installer des batteries ABM et des radars en Pologne et en Tchéquie également était claire; je crains donc que la situation soit moins idyllique que le ministre veut nous le faire croire. Une collaboration avec la Russie est indispensable dans ce contexte mais je reste assez critique à ce sujet.

Le bouclier antimissile contribue bien sûr à une course aux armements. Taiwan a acquis dernièrement plusieurs missiles de défense et la Chine a ensuite déployé des missiles longue portée et des explosifs beaucoup plus puissants dans le détroit de Taiwan. Il faut donc être très prudent en la matière.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la présidence belge de la 'Task Force for International Cooperation on Holocaust Education'" (n° 468)

02.01 Peter Luykx (N-VA): À partir de mars 2012, la Belgique assurera la présidence de la Task Force for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research. La cérémonie de lancement du projet aura lieu à la caserne Dossin à Malines. Les objectifs communs des membres de la Task Force ont été fixés en janvier 2010 dans la Déclaration de Stockholm.

Comment cette présidence belge est-elle préparée? Quels seront les événements les plus importants? Sur quels aspects mettrons-nous l'accent? Quels contacts ont-ils été noués lors des travaux préparatoires? Quel rôle les autorités fédérales joueront-elles en ce qui concerne l'éducation au devoir de mémoire?

02.02 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): Les travaux préparatoires de notre présidence ont été confiés à un groupe de travail présidé par le SPF Affaires étrangères. Il va de soi que toutes les Communautés y participent. Lors des travaux préparatoires, des contacts ont également été pris avec des professeurs d'université, la communauté juive de Belgique, la société civile et les autres États membres de la Task Force.

Le programme de notre présidence est en préparation. Il sera présenté aux autres États membres lors de la réunion plénière de juin 2011, sous présidence néerlandaise donc.

Je puis déjà vous dire que deux réunions plénières et deux réunions intermédiaires auront lieu sous la présidence belge. Les réunions plénières seront organisées directement par les Communautés, les deux réunions intermédiaires, par le SPF Affaires étrangères. Le thème général de notre présidence est "Mémoire et histoire de la Shoah en Belgique". Les détails seront développés ultérieurement par le groupe de travail.

L'éducation au devoir de mémoire relève en premier lieu de la compétence des Communautés en matière d'enseignement. Par le biais du volet académique de notre présidence et du groupe de travail préparatoire Éducation, elles peuvent mettre en lumière leur politique en la matière à l'échelon national et international.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le processus de paix israélo-palestinien" (n° 487)**

- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens" (n° 489)**

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Depuis le 2 septembre dernier, les pourparlers de paix israélo-palestiniens ont repris, mais votre homologue israélien a malheureusement laissé entendre qu'ils n'aboutiraient pas avant longtemps. Parmi les problèmes, il y a la question du gel de la construction de logements par les Israéliens dans le secteur est de Jérusalem. Ce gel arrivant à échéance, l'autorité palestinienne avait demandé comme gage de bonne volonté qu'il soit poursuivi le temps des négociations. Aujourd'hui, j'apprends que le secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, s'inquiète de la

construction de treize cents nouveaux logements. Ce projet pourrait ruiner les négociations de paix. La question est de savoir quelle est la place de l'Europe dans ce contexte. Je pense qu'elle est inexistante. Il semble que l'Union européenne soit bonne pour financer différentes réalisations, mais ne soit pas un véritable acteur sur le terrain de la paix.

Ne faudrait-il pas être davantage actif sur le plan diplomatique, d'autant que l'Union européenne a appelé à une solution fondée sur la coexistence de deux États, avec l'État d'Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, coexistant dans la paix et la sécurité?

Où en est-on aujourd'hui? Quel rôle la Belgique a-t-elle joué à l'occasion de sa présidence de l'Union européenne?

D'autre part, le Traité de Lisbonne permet à l'Union européenne de parler d'une seule voix. Mais une certaine cacophonie règne, puisque la France, même si elle y a renoncé depuis, avait prévu une initiative le 21 octobre dernier. Des initiatives comme celle-là ne sont-elles pas de nature à affaiblir la position de Mme Ashton et de l'Union européenne?

03.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Je veux vous rassurer sur le rôle de l'Union européenne dans ce problème d'une importance énorme pour la paix mondiale. Comme je l'ai dit à M. Lieberman, si on peut faire la paix au Moyen Orient, on pourra peut-être faire la paix partout. Il m'a répondu: "Regardez les victimes en d'autres endroits, pourquoi vous fixez-vous sur une solution au Moyen Orient, pourquoi est-ce tellement important?". Parce qu'au Moyen Orient, il y a une rencontre entre différentes cultures, différentes religions, différents peuples et que, si on peut débloquent ce conflit, ce serait vraiment un progrès énorme, pas seulement pour le Moyen Orient mais aussi pour une certaine amélioration des relations au niveau mondial.

Vous pensez que l'Union européenne reste trop en retrait dans ces démarches. Dernièrement, j'ai parlé avec mon collègue égyptien qui m'a encouragé à faire exactement cela.

Au cours des prochaines semaines, il faudra saisir l'opportunité de relancer les discussions. Le moment n'est pas venu de lancer d'autres initiatives. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que l'Union européenne est absente aujourd'hui. Notre contribution financière pour encourager la création d'un État palestinien fort est, selon moi, très utile. Cet argent est utilisé à bon escient.

Il faut aussi accepter le fait que le moteur du processus soit les États-Unis. Mais les initiatives de Mme Ashton ont redynamisé le Quartet pour le Proche-Orient. Elle ne mérite pas les critiques que certains lui adressent actuellement.

Une solution n'interviendra qu'avec l'accord des Israéliens et des Palestiniens. Jamais les États-Unis, le Quartet ou la Communauté internationale ne pourront imposer une solution. L'Union européenne a clairement défini sa ligne en vue d'aboutir à une solution. Cela a été apprécié. Aujourd'hui, il faut laisser leurs chances aux discussions en cours sous l'impulsion du président Obama et de Mme Clinton.

Si ce processus venait à s'arrêter, il faudrait s'interroger sur le rôle de l'Union européenne. Il est vrai que certains États membres souhaitent se lancer dans un processus un peu plus tôt que d'autres.

La cacophonie dont vous parlez n'est pas bien grave, dans la mesure où les initiatives espagnole et française ne dévient pas de la position européenne, mais encouragent un rôle plus actif de l'Union européenne.

Vu que nous défendons avec Mme Ashton une position de soutien et non en retrait, nous consultons des pays de bonne volonté, également des pays arabes, et l'approche actuelle de l'Union européenne y est hautement appréciée.

03.03 Christian Brotcorne (cdH): Si l'on parvenait à régler ce conflit au Moyen Orient, c'est l'ensemble de la géopolitique qui s'en trouverait mieux. Mais vous montrez un grand optimisme sur la manière dont l'Union européenne agit dans le cadre des pourparlers actuels. Vous faites allusion aux financements de l'Union européenne, qui concernent essentiellement des infrastructures palestiniennes. J'imagine que l'Autorité palestinienne les apprécie. Mais quelle est encore notre autorité politique sur Israël? Il faut pouvoir peser sur les deux protagonistes. Si l'Union européenne bénéficie d'une crédibilité suffisante en Israël, nous pourrions peser sur le processus de paix.

03.04 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Il ne s'agit pas seulement des infrastructures mais aussi de la création d'un État de droit. C'est aussi l'intérêt d'Israël, qui souhaite renforcer sa sécurité.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les résultats d'une enquête réalisée par Human Rights Watch sur la situation en Ouganda et dans les pays voisins" (n° 503)

04.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Human Rights Watch a publié en octobre les résultats de l'enquête réalisée sur la Lord's Resistance Army (LRA) de Joseph Kony. Selon ce rapport, près de 700 personnes auraient été enlevées en République centrafricaine et au Soudan au cours des 18 derniers mois. La LRA est également active au Congo. Un tiers des personnes kidnappées par la LRA sont des enfants. Ces derniers sont utilisés comme enfants-soldats ou comme esclaves et développent souvent des troubles émotionnels persistants. Sous le coup de mandats d'arrêt délivrés en 2005 par la Cour pénale internationale de La Haye, Kony et ses complices n'ont cependant toujours pas été arrêtés. Human Rights Watch recommande aux autorités nationales, à l'armée ougandaise et à l'ONU d'aider au plus vite la population.

La Belgique a financé à Gulu la construction d'un pensionnat d'enseignement primaire adapté aux enfants traumatisés par la guerre. Quels en sont les résultats? Le gouvernement belge prendra-t-il à nouveau des initiatives visant à aider les habitants des régions à risque?

04.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): À la fin des opérations de la LRA dans le nord de l'Ouganda, la Belgique a décidé de reconstruire et d'agrandir deux écoles, à savoir l'école primaire Laroo et le lycée secondaire Samuel Baker School. En ce qui concerne le premier établissement, les aspects techniques de la construction sont satisfaisants, mais aucune étude d'incidence n'a encore été réalisée. Le programme de consolidation de la paix développé par la Belgique soutiendra encore la réalisation de plusieurs projets dans le nord de l'Ouganda.

Il existe un projet d'accompagnement d'enfants traumatisés à Gulu et alentour. Un autre projet soutient des initiatives locales destinées à faciliter la réconciliation avec les combattants de la LRA. Les deux projets ont été lancés début 2010.

Certains projets de développement belges bénéficient également à la population du nord de l'Ouganda, plus précisément dans le domaine de l'enseignement. La Belgique est véritablement soucieuse d'aider la population dans ces zones à risques.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le référendum au Soudan" (n° 504)**
- **M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation au Sud-Soudan" (n° 565)**

05.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Le 9 janvier 2011, un référendum sera organisé au Soudan sur l'indépendance éventuelle du Sud-Soudan. Le président M. Omar al-Bashir, recherché par la Cour pénale internationale de La Haye et soupçonné de crimes de guerre dans le Darfour, a déclaré qu'il n'accepterait pas le résultat du référendum si le sud optait pour l'indépendance. Les observateurs craignent que le gouvernement mette tout en œuvre pour entraver le déroulement des élections.

Quelles sont les relations entre le gouvernement belge et le gouvernement soudanais? Quelles seront les conséquences du refus du président d'accepter l'indépendance du sud? La sécession du sud est-elle une condition possible pour la paix? Comment le scrutin pourra-t-il être organisé? Le gouvernement belge en affaires courantes pourra-t-il reconnaître un Sud-Soudan indépendant?

05.02 Christian Brotcorne (cdH): Le Nord et le Sud sont de confessions religieuses différentes. Il existe aussi un enjeu pétrolier. L'essentiel des ressources pétrolières du Soudan se situe dans le Sud. Cela laisse penser que M. al-Bashir pourrait ne pas accepter les résultats du référendum, qui fait partie des conclusions de l'accord de paix global.

Je me demande si l'Union européenne ne devrait pas nommer un représentant spécial au Soudan pour montrer que l'Europe entend que ce processus de référendum se passe sans violence. Il faut encourager les parties à assumer leurs responsabilités telles qu'inscrites dans leur propre accord de paix.

05.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La Belgique entretient des relations diplomatiques avec le Soudan qui a même une ambassade à Bruxelles. La possibilité de voir l'issue probable du référendum – la sécession du Sud – rejetée est réelle. Le rejet du résultat du référendum marquerait normalement la fin de l'actuel gouvernement d'union nationale à Khartoum. La paix ne pourra régner au Soudan qu'à la condition que toutes les parties parviennent conjointement à conclure un accord politique sur les frontières, les droits des citoyens, la répartition des matières premières et des richesses. La communauté internationale peut faire office de médiateur afin de prévenir l'éclatement d'un conflit armé. La sécession éventuelle du Sud-Soudan constitue une option énoncée dans les accords de paix de 2005 mais suppose que d'autres éléments de cet accord, tels que la délimitation de frontières, soient également mis en œuvre, ce qui n'est pas encore le cas actuellement. L'organisation du référendum constitue un défi gigantesque en raison du manque d'infrastructures et de l'illettrisme de la population. La mission des Nations Unies UNMIS offre l'appui nécessaire, dans les limites du mandat qui lui a été conféré.

Une aide a été demandée au gouvernement sud-africain pour l'impression des bulletins pour le référendum.

(*En français*) Mme Ashton a déjà désigné le docteur Rosalind Marsden comme représentante spéciale de l'Union européenne au Soudan. Elle est entrée en fonction le 1^{er} septembre 2010.

Je rappelle que lorsque les autres ministres des Affaires étrangères et moi-même avons préparé l'ordre du jour du Sommet Union européenne/États-Unis, j'ai insisté pour que le Soudan soit inscrit à l'agenda.

L'Union européenne a décidé d'envoyer une mission d'observation électorale, qui sera conduite par Mme De Keyser.

(*En néerlandais*) Un gouvernement en charge des affaires courantes ne serait effectivement pas compétent pour reconnaître un État.

L'incident est clos.

06 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'examen périodique universel auquel sera soumis la Belgique en mai 2011 devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies" (n° 709)

06.01 Damien Thiéry (MR): La Belgique sera soumise, en mai 2011, à l'examen périodique universel (EPU) devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Ce processus doit fournir aux États l'opportunité de présenter les dispositions prises pour améliorer la situation des droits de l'homme sur leur territoire. À la lecture du dossier du *Vif/L'Express* sur le sujet, on apprend que la Belgique doit transmettre son rapport en février 2011. Le fédéral en coordonne la confection.

Ce dossier a remis en lumière le rapport établi en mars 2008 par le Comité des Nations Unies pour l'élimination des discriminations sociales dans lequel avait été épinglée la politique menée par les autorités flamandes en matière d'accès aux logements sociaux tant au niveau régional, le *Wooncode*, que communal, à Zaventem.

Confirmez-vous l'échéance de 2011 pour ce qui est du rapport préliminaire à remettre par les autorités belges à l'ONU et pour l'évaluation de la Belgique dans le cadre de l'EPU? Comment vos services organisent-ils dans la pratique la coordination de cette évaluation? Les éléments importants de l'évaluation sont-ils déjà connus, ou cette démarche est-elle discrétionnaire?

06.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Je vous confirme que la Belgique devra passer son EPU devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 2 mai 2011. Le rapport national devra être transmis au plus tard le 1^{er} février 2011. Il nous reste donc encore deux mois et demi. Le service Droits de l'homme du SPF Affaires étrangères coordonne la rédaction de ce rapport, en collaboration avec les institutions concernées.

Une première réunion a eu lieu en décembre 2009. Une consultation de la société civile sur un projet de rapport était prévue hier.

06.03 Damien Thiéry (MR): Le *Wooncode* nous vaudra de nouveau des observations, je le crains. C'est regrettable non seulement pour la Flandre, mais aussi pour l'image de toute la Belgique.

L'incident est clos.

07 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les problèmes rencontrés par des Belges votant à l'étranger lors des élections législatives du 13 juin 2010" (n° 710)

07.01 Damien Thiéry (MR): Lors des dernières élections législatives du 13 juin, plusieurs électeurs belges résidant à l'étranger m'ont fait part de problèmes pour exercer leur droit de vote.

D'une part, certains postes diplomatiques ou consulaires n'avaient pas correctement diffusé l'information, de telle sorte que les électeurs n'ont pu rentrer que tardivement leur formulaire d'inscription. D'autre part, les électeurs belges de l'étranger qui avaient fait le choix de s'inscrire dans une commune périphérique dite "à facilités", n'ont pu être inscrits comme électeurs suite à une intervention illégale du ministre flamand des Affaires intérieures et/ou suite au refus du poste diplomatique ou consulaire de prendre en considération ces formulaires en français.

Avez-vous eu connaissance des faits? Quelles étaient réellement les instructions communiquées aux différents postes diplomatiques et consulaires, étant donné que le Code électoral ne conférait pas toutes les garanties en termes de recours pour les électeurs du fait d'élections anticipées?

Quelles dispositions structurelles comptez-vous prendre afin de faire en sorte que, dans l'hypothèse de nouvelles élections anticipées, ces dysfonctionnements ne puissent plus se reproduire?

07.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): En ce qui concerne l'application de la législation linguistique par les communes, je vous invite à vous adresser au ministre de l'Intérieur.

Sur le fond, la loi ne mentionne aucun droit pour le citoyen de s'inscrire à la dernière minute. Y figure simplement le délai donné pour finaliser la liste. Il y a une différence entre le droit du citoyen de se présenter et le moment auquel la liste définitive est déterminée.

La législation peut, bien entendu, servir dans un contexte d'élections normales, c'est-à-dire endéans les

délais impartis. Il faut cependant constater que, lors d'élections anticipées, combiner le respect de la loi et garantir à 100 % à tous les électeurs résidant à l'étranger de pouvoir participer aux élections s'avère un exercice impossible.

Devant cette impossibilité, je me suis acharné à respecter la loi et à optimiser les chances de participation.

Pour tous ceux qui ont choisi de se présenter personnellement, les possibilités de voter à temps étaient réunies.

Il appartiendra au législateur d'apporter les amendements utiles pour voir comment, à l'occasion d'élections anticipées, nous pouvons améliorer les chances de participation de ces Belges.

07.03 **Damien Thiéry** (MR): Votre réponse est claire. Il convient donc de faire le nécessaire pour que les Belges résidant à l'étranger puissent participer à d'éventuelles élections anticipées.

L'incident est clos.

08 **Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le problème du personnel de maison dans notre capitale" (n° 770)**

08.01 **Sonja Becq** (CD&V): Récemment, j'ai assisté à une conférence sur la question du personnel domestique dans la capitale. Beaucoup sont clandestins et travaillent dans des conditions indignes alors qu'ils sont tout juste logés et nourris. De plus, ces personnes sont souvent victimes de violences verbales et physiques. Par définition, ces situations se produisent à l'abri des regards et l'ensemble du problème reste caché. Heureusement, certaines organisations s'en préoccupent et s'efforcent de protéger le personnel domestique contre l'exploitation et la maltraitance. Ce problème se pose aussi auprès de diplomates étrangers et de représentants internationaux, qui ne peuvent pas être poursuivis parce qu'ils bénéficient de l'immunité. Il est donc difficile non seulement de constater les faits, mais aussi d'engager des poursuites. Nous sommes contre toute forme d'exploitation tant en Belgique qu'à l'étranger. Nous devons donc nous pencher sur la manière de lutter contre l'exploitation dans notre pays.

Le département des Affaires étrangères est-il informé d'abus commis contre du personnel de maison par des diplomates ou des représentants étrangers en Belgique? Comment et auprès de quelle instance de tels abus peuvent-ils être signalés? Quelles initiatives le ministre peut-il prendre contre de tels abus? L'immunité diplomatique s'applique-t-elle dans pareils cas? Ne doit-elle pas être limitée aux aspects purement diplomatiques?

08.02 **Steven Vanackere**, ministre (*en néerlandais*): Nous attachons une grande importance à cette question et l'avons examinée lors d'une conférence organisée dans le cadre de la présidence européenne sur le problème de la traite des êtres humains. La diplomatie belge joue un rôle de pionnier et a pris quelques initiatives très pragmatiques. Ainsi, lorsque des gens de maison reçoivent un visa, nous leur remettons une brochure d'information comprenant une enquête sur le contrat de travail et d'autres éléments à vérifier. Lorsque ces questions restent sans réponse ou lorsque la réponse n'est pas assez positive, nous demandons aux gens de maison de prendre contact avec les services belges qui veillent au respect de ces matières. Il s'agit d'un premier instrument de prévention.

Par ailleurs, pour l'obtention d'une carte d'identité, nous demandons que les intéressés se présentent personnellement au service du Protocole. Un entretien individuel a alors lieu pour vérifier si d'éventuels abus sont commis. Annuellement, nous intervenons dans une soixantaine de cas préoccupants.

Le département des Affaires étrangères est très attentif à la question et en tant que capitale diplomatique, nous voulons montrer le bon exemple en matière de traite des êtres humains.

En ce qui concerne la lutte contre le problème, plusieurs moyens peuvent être mis en œuvre: établir des contacts discrets avec la représentation concernée, demander au chef de poste de se justifier, restreindre les avantages dont bénéficient les missions diplomatiques, ne plus autoriser de personnel ou déclarer le

diplomate concerné *persona non grata*.

Les parquets et l'auditorat du travail traitent les dossiers d'exploitation grave ou de traite d'êtres humains. On peut demander de lever l'immunité du diplomate concerné afin que l'enquête judiciaire puisse être menée sans restrictions. Le Traité de Vienne de 1961 prévoit plusieurs possibilités pour poursuivre des diplomates impliqués dans des délits de droit commun mais leur application n'est pas chose évidente. En ma qualité de ministre d'un gouvernement en affaires courantes, je ne puis prendre position sur la question de savoir si un diplomate doit continuer de jouir de son immunité dans ce contexte. L'immunité constitue un élément crucial dans le cadre des relations juridiques internationales.

08.03 Sonja Becq (CD&V): Il vaut toujours mieux recourir à la prévention qu'à la répression. Je me félicite de ce que la Belgique ait recours à la prévention. Le ministre a parlé d'une soixantaine d'affaires. Vers quels services les personnes concernées sont-elles orientées? Des sanctions ont-elles vraiment été infligées?

08.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Généralement, c'est l'Inspection sociale qui intervient. En tant que ministre des Affaires étrangères, je n'ai toutefois connu au cours de l'année écoulée aucun cas de levée de l'immunité diplomatique pour de tels faits.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les interventions de la Belgique lors de la neuvième session de l'Universal Periodic Review du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies" (n° 791)

09.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): La neuvième session du Universal Periodic Review du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies est actuellement en cours. Notre représentant au sein de ce Conseil dispose de la possibilité d'y faire des interventions critiques concernant la situation des droits de l'homme dans les pays qui sont soumis à cette *review*. De quels pays parlera-t-il? Quels thèmes abordera-t-il? Pourquoi ces pays et ces thèmes ont-ils été choisis?

09.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): À l'occasion de cette neuvième session, la Belgique prendra la parole pour évoquer le cas de la Jamaïque, du Liban, des États-Unis, de la Croatie et de la Bulgarie. En opérant ce choix, nous avons voulu tendre vers un équilibre géographique. En outre, nous nous sommes basés sur certains critères: la Belgique a-t-elle une ambassade dans ce pays? Quelle y est la situation des droits de l'homme? Ce pays est-il membre du Conseil des droits de l'homme? D'autre part, nous avons certains thèmes favorisés comme l'abolition de la peine de mort. En outre, nous parlerons de la discrimination des homosexuels (Jamaïque), de la situation dans les prisons (États-Unis), de la situation des enfants et des handicapés admis dans un établissement ainsi que de la traite des femmes (Bulgarie), des réfugiés, de la torture et des traitements dégradants (Liban), de l'accès à la justice (Croatie). La Croatie est candidate à l'adhésion à l'UE. Or elle a encore un long chemin à parcourir dans le domaine de la justice.

Ce sont nos ambassades ainsi que les ONG présentes sur place qui nous ont recommandé ces choix thématiques par pays. Divers organismes conventionnels et le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme nous aident également à opérer cette sélection.

En Europe, nous tentons de parvenir à des accords par la concertation de façon à amener chaque pays à se concentrer sur un thème spécifique. Par le biais de cette complémentarité, nous nous efforçons d'aborder un large éventail de thèmes.

Cela fait un certain temps que nous attachons une grande importance à l'abolition de la peine de mort – ou à tout le moins à un moratoire sur son exécution. Pendant notre présidence européenne, nous mettons l'accent tout à fait explicitement sur cette question. Nous sommes déterminés à continuer à faire pression de manière à pouvoir faire progresser l'humanité et la civilisation sur le plan mondial.

09.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): J'apprécie beaucoup que la Belgique continue de militer en faveur de thèmes qui nous sont chers et continue d'en assurer le suivi.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'élection du conseil d'administration de l'agence ONU Femmes" (n° 792)

10.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Les quatre entités genre existantes au sein des Nations Unies vont être fusionnées à la suite de la résolution du 2 juin 2010. La nouvelle agence onusienne née de cette fusion s'appellera ONU Femmes.

Le 10 novembre, les 54 pays du Conseil Économique et Social des Nations Unies devraient désigner les membres du conseil d'administration de ONU Femmes. Il sera procédé à cette désignation en employant à cette fin une formule hybride combinant à la fois une répartition géographique des sièges plus les quatre donateurs qui contribuent le plus au budget et deux pays en voie de développement.

L'Asie se verra attribuer dix sièges. Les pays asiatiques ont apparemment présenté la candidature de dix pays qui emportent leur adhésion unanime. L'Iran en fait partie. À cela s'ajoute que l'Arabie saoudite, qui dans le domaine des droits des femmes a un palmarès aussi peu reluisant que l'Iran, serait également candidate comme pays donateur. Il va sans dire que cette situation me paraît très préoccupante. Dans ce contexte, comment ONU Femmes pourrait-elle être une réussite?

Quelles démarches diplomatiques notre pays entreprend-il pour éviter que des pays tels que l'Iran et l'Arabie saoudite, qui à l'évidence s'engagent fort peu ou pas du tout en faveur des droits des femmes deviennent membres du conseil d'administration de ONU Femmes? Comment ces éventuelles démarches belges seront-elles traduites dans le vote de la Belgique?

10.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Les pays candidats au conseil d'administration de ONU Femmes doivent naturellement être attentifs aux droits de la femme et les respecter.

Le Timor occidental ayant également déposé sa candidature la semaine dernière, il y a désormais onze candidats asiatiques pour dix postes à pourvoir. Un pays candidat comme l'Iran n'occupera donc pas automatiquement un siège.

Le fait que l'Arabie saoudite ait ses chances en tant que pays donateur est la conséquence directe de la résolution portant création de ONU Femmes. Les principaux donateurs se sont accordés sur le partage des sièges des pays donateurs et la Belgique ne figure pas dans ce groupe.

Notre vote sera déterminé par le respect des droits de la femme par les pays candidats et nous nous employons, avec nos autres partenaires de l'Union européenne, à amener les autres pays qui prennent part au vote à adopter la même attitude.

10.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): J'espère que la stratégie 'Asie' telle que le ministre l'a décrite réussira et je compte sur notre pays et sur les autres États membres de l'Union européenne pour faire en sorte que la composition du conseil d'administration donne satisfaction.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'accueil en Belgique et dans d'autres pays européens d'ex-détenus de Guantanamo Bay" (n° 793)

11.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): La fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay pourrait être facilitée si d'autres pays se montrent prêts à accueillir d'anciens détenus. La Belgique a déjà montré sa bonne volonté en la matière. L'ambassadeur américain M. Gutman aurait demandé au premier ministre et à M. Vanackere de lancer un appel aux autres États membres de l'Union européenne dans le cadre de la présidence belge. Le ministre accédera-t-il à cette demande? La Belgique envisage-t-elle d'encore accueillir davantage de détenus de Guantanamo?

11.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Bien que la problématique de Guantanamo ait bien évidemment été abordée, l'ambassadeur ne m'a pas demandé formellement d'inviter les autres États

membres à accueillir d'anciens détenus. Comme la Belgique, certains États membres ont déjà accueilli d'anciens détenus. D'autres demandes éventuelles formulées par les États-Unis à notre pays ne pourraient en tout cas être traitées par un gouvernement en affaires courantes. L'accueil d'anciens détenus supplémentaires n'est donc pas à l'ordre du jour.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les résultats des élections en Birmanie" (n° 794)

12.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ces derniers mois, le contexte politique en Birmanie était extrêmement compliqué et peu favorable à la tenue d'élections.

Malgré les pressions internes et externes, ces élections ont quand même eu lieu, mais pas partout ni pour tous les Birmans. De plus, il n'y avait pas de partis politiques réellement démocratiques et représentatifs de la société civile.

Le jour suivant les élections, plus de dix mille personnes ont traversé la frontière pour se réfugier en Thaïlande, les Karens bouddhistes ayant repris les armes pour contester la tenue de ces élections.

Dans votre réponse à nos questions du 20 octobre, vous indiquiez que vous rejoigniez la position de l'Union européenne, qui se tenait prête à revoir les sanctions en fonction des développements sur le terrain. Vous concluiez qu'il fallait attendre les élections du 7 novembre (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 10, p. 1-5).

La Belgique et l'Union européenne reconnaissent-elles les élections de ce dimanche? Pouvez-vous nous faire part de vos premières observations?

12.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Dans sa déclaration du 7 novembre, à laquelle j'adhère, Mme Ashton regrette que les autorités birmanes n'aient pas pris les mesures nécessaires pour garantir des élections entièrement libres, transparentes et inclusives.

Bien que ces élections ne puissent être considérées comme conformes aux standards internationaux, il est à souhaiter qu'elles marquent le début d'une phase inclusive. Dans cette optique, Mme Ashton a répété l'appel de l'Union européenne à la libération de tous les prisonniers politiques, dont Aung San Suu Kyi.

La Belgique et l'Union européenne attendront les résultats définitifs pour procéder à une évaluation. Il faudra tirer des conclusions pour l'avenir, sans occulter le passé. La proposition d'établir une commission d'enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, recommandée par le rapport Quintana, doit, selon moi, faire partie de cette démarche.

12.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je suis assez pessimiste quant à l'idée, émise notamment par Mme Ashton, que ces élections pourraient être le début d'une phase de transition démocratique. D'une part, c'est extrêmement difficile à vérifier, vu le peu d'observateurs internationaux et la coupure du réseau internet; d'autre part, les élections n'ont même pas pu avoir lieu partout. De telles élections ne sont pas du tout représentatives. Les observateurs internationaux et la société civile birmane demandaient, préalablement à la tenue d'élections, la mise en place d'un dialogue tripartite avec le parti d'Aung San Suu Kyi.

Là où je suis totalement d'accord, c'est exiger la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, sans quoi il n'y aura pas de vraie transition démocratique.

Je reviendrai vers vous avant le prochain Conseil des Affaires extérieures.

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes

institutionnelles sur "un médecin hongrois injustement emprisonné" (n° 819)

- Mme Juliette Boulet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un médecin hongrois injustement emprisonné" (n° 848)

13.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Le Dr Ágnes Geréb, gynécologue hongroise, a été injustement emprisonnée à la suite d'un incident survenu lors d'un accouchement hors du milieu hospitalier. La loi hongroise, si elle permet aux femmes d'accoucher où et avec l'aide de qui elles veulent, interdit aux médecins, infirmières et sages-femmes de pratiquer dans le cadre d'accouchements en dehors du milieu hospitalier sous peine de perdre leur droit d'exercer et d'encourir des peines allant jusqu'à huit ans de prison.

Il y a une très forte mobilisation nationale et internationale en faveur du Dr Geréb, dont la détention préventive, qui dure depuis trente jours, a été prolongée hier de soixante jours.

Disposez-vous d'information sur la santé de ce médecin, qui aurait été malmené en prison, ou sur son éventuel procès? Que pensez-vous de cette situation, au sein de l'Union européenne, qui bafoue plusieurs articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme? Ne pouvez-vous attirer l'attention de vos homologues hongrois à l'occasion de la présidence belge de l'Union?

13.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Je vous renvoie à Mme Onkelinx pour les éléments qui la concernent.

L'ambassade de Belgique à Budapest est au courant de l'arrestation en question, mais le gouvernement belge n'a pas à se prononcer sur un cas judiciaire interne à un autre État membre.

J'ai pris acte du fait qu'il existe une majorité parlementaire en Hongrie pour régler le problème des accouchements à domicile. Je suis convaincu que les autorités hongroises mettent tout en œuvre pour assurer le respect des valeurs auxquelles la Hongrie a souscrit en adhérant à l'Union européenne et en ratifiant le traité européen sur les droits de l'homme et les principaux traités des Nations Unies. La Hongrie a de plus co-sponsorisé la résolution sur la mortalité maternelle adoptée durant le dernier Conseil des droits de l'homme.

Mme Geréb peut faire appel aux instances nationales et internationales compétentes si elle estime que ses droits sont lésés.

13.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je souhaitais demander à Mme Onkelinx qu'elle s'adresse à son homologue hongrois pour que l'ambassade de Belgique soit directement informée, et que nous le soyons à notre tour. Ce précédent pourrait être délicat pour l'Union européenne.

L'incident est clos.

14 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture éventuelle de la chaîne de télévision ROJ TV" (n° 488)

14.01 Peter Luykx (N-VA): En mars dernier, une descente de police d'envergure a eu lieu à la chaîne de télévision kurde ROJ TV à Denderleeuw. Il avait été procédé à l'arrestation temporaire de huit personnes ainsi qu'à la saisie de documents et de matériel.

La chaîne de télévision ROJ TV est interdite en Turquie, en raison de ses liens avec le PKK. Depuis mars 2004, elle émet sous licence danoise. La Justice danoise souhaite réduire cette chaîne au silence, tout comme la chaîne Mesopotamia Broadcast.

Des contacts diplomatiques ont-ils eu lieu avec les représentants danois et turcs à propos du sort des deux chaînes? Le ministre a-t-il évoqué l'intervention de la police à Denderleeuw avec son collègue lors de sa

visite en Turquie en août dernier? Connaît-il la nature des émissions et la qualité journalistique de ROJ TV? Est-il exact que la chaîne diffuse de nombreux programmes sociaux et culturels? Appartient-il aux autorités qui octroient les licences de refuser de les délivrer sur la base du contenu des programmes? Qu'en est-il dès lors de la liberté d'expression qui constitue une valeur fondamentale de l'Union européenne? Une initiative sera-t-elle prise à l'égard de la Turquie?

14.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le Danemark a informé ses partenaires de l'Union européenne que le ministère public danois a intenté le 31 août 2010 une action contre les chaînes de télévision ROJ TV et Mesopotamia Broadcast, deux sociétés de droit danois. Les entreprises sont accusées d'avoir enfreint la section 114E du Code pénal danois qui stipule que promouvoir les activités d'un groupement qui commet des actes terroristes est répréhensible.

Il n'y a pas eu de contacts diplomatiques sur le sort de ces deux chaînes de télévision.

Lors de l'entretien avec mon homologue turc, j'ai rappelé les principes de la séparation des pouvoirs et du secret de l'instruction. L'enquête à l'encontre de la chaîne de télévision ROJ TV Denderleeuw est en effet toujours en cours.

La législation relative à l'octroi des autorisations d'émission relève en Belgique de la compétence des Communautés. La législation danoise sur les médias n'a – selon les informations dont je dispose – jamais fait l'objet de critiques de la part des instances internationales chargées de la promotion de la liberté des médias et de la liberté d'expression. Il ne me semble dès lors pas opportun d'interpeller les autorités danoises à ce sujet.

14.03 Peter Luykx (N-VA): J'ai régulièrement l'impression qu'il est question d'une certaine forme d'obstruction à l'égard de cette chaîne de télévision et des Kurdes en général.

La Turquie entend adhérer à l'Union européenne. Dans le cadre des négociations avec ce pays, il conviendrait d'évoquer régulièrement cette question.

L'incident est clos.

15 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations entre la Chine et le Japon" (n° 775)

15.01 Peter Luykx (N-VA): Les relations bilatérales entre la Chine et le Japon ont connu un regain de tension à l'occasion de l'interception, le 7 septembre, d'un chalutier chinois par les garde-côtes japonais à proximité des îles Senkaku/Diaoyu. Bien que ces îles soient contrôlées par les Japonais, la Chine conteste la souveraineté japonaise.

Un rapprochement entre le premier ministre japonais Naoto Kan et son homologue chinois Wen Jiabao a été tenté lors du récent sommet de l'ASEM à Bruxelles. Une deuxième rencontre programmée le 30 octobre à Hanoï a été annulée en dernière minute par la Chine et aucune nouvelle tentative de rapprochement n'est intervenue depuis. Même les États-Unis ont échoué à réunir Chinois et Japonais autour de la table.

La Belgique peut-elle lancer une tentative de médiation, de concert avec la Haute Représentante européenne aux Relations extérieures? Quel est le statut précis des îles contestées? Quelle évaluation est faite de la situation par les Relations extérieures, sachant que la Chine et le Japon sont deux grandes puissances économiques et diplomatiques et qu'une détérioration de leurs relations bilatérales risque de menacer l'équilibre militaire de la région?

15.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La médiation des instances diplomatiques belges ou européennes n'a pas été demandée dans ce dossier. Des contacts bilatéraux ont effectivement eu lieu lors du sommet de l'ASEM début octobre et les deux pays ont ensuite entretenu des contacts informels en vue de la préparation d'une rencontre officielle à Hanoï qui a finalement été annulée par la Chine.

(Pour l'historique des îles et les prétentions de la Chine et du Japon sur ces territoires, nous renvoyons au Compte rendu intégral.)

Les ambassades belges ainsi que les délégations européennes à Tokyo et à Pékin suivent attentivement l'évolution des relations tendues entre les deux pays. Des différends concernant des îles dans la Mer de Chine orientale et la Mer de Chine méridionale sont en effet de nature à menacer les équilibres géopolitique et militaire dans la région.

L'Union européenne préconise des mécanismes régionaux de prévention des conflits et défend une diplomatie préventive, à l'exemple de celle menée dans le cadre du Asian Regional Forum, dont l'UE est l'un des 27 participants.

15.03 Peter Luykx (N-VA): Il n'y a donc pas eu de demande émanant des autorités chinoises ou japonaises et adressée à l'Europe, mais la diplomatie belge a peut-être été saisie d'une telle demande?

15.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Ce n'est pas le cas. Nous n'avons reçu aucune demande de médiation. Les deux pays ont simplement saisi les possibilités de contacts bilatéraux que nous avions offertes.

L'incident est clos.

16 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attentat déjoué contre l'ambassade belge à Athènes" (n° 776)

16.01 Peter Luykx (N-VA): Un groupuscule probablement gauchiste-anarchiste a envoyé des colis contenant des explosifs à plusieurs ambassades d'Athènes, dont l'ambassade de Belgique. Les Affaires étrangères comptent-elles prendre des mesures supplémentaires pour sécuriser notre ambassade à Athènes, voire nos autres ambassades? Comment notre personnel diplomatique ainsi que le personnel recruté localement sont-ils protégés contre des attentats terroristes? Des militaires ou des sociétés de gardiennage privées sont-ils sollicités à cette fin? L'aspect sécurité est-il abordé dans le cadre de la formation des diplomates?

16.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La protection des ambassades, des consulats et de leur personnel est, du point de vue conventionnel, de la responsabilité de l'État d'accueil. Les mesures prises par l'État accréditant ne sont que complémentaires.

La Grèce a indiqué comment les colis suspects peuvent être identifiés et dans ce cas précis, elle a pris soin d'intervenir directement. Au demeurant, nous avons déjà pris des mesures pour augmenter la sécurisation physique de notre ambassade à Athènes. En outre, nous vérifions si des mesures supplémentaires sont le cas échéant nécessaires afin de pouvoir détecter tout colis suspect.

La protection ne sera pas renforcée dans d'autres ambassades ou consulats à la suite de cet incident. Les consignes de sécurité existantes seront toutefois rappelées à tous les postes.

J'ai déjà dit qu'en tant qu'État d'envoi, nous ne pouvons prendre que des mesures complémentaires, à savoir une protection physique adaptée et le recours à des entreprises privées ou à des militaires pour assurer la sécurité.

Dès le début de leur stage, tous les nouveaux diplomates suivent une formation au problème de la sécurité. Cette formation traite à la fois de la sécurité de leur personne et de celle des informations. En outre, une attention particulière est consacrée à l'aspect sécurité lors des journées diplomatiques annuelles de janvier.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 32.

De vergadering wordt geopend om 14.41 uur en voorgezeten door de heer Peter Luykx.

De **voorzitter**: De heer de Donnea is verontschuldigd, hij is aanwezig op de uitvaartplechtigheid van minister Duquesne.

01 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de uitspraken van secretaris-generaal van de NAVO Rasmussen over een NAVO-rakettenschild en de impact op de relaties met Rusland" (nr. 367)

01.01 Theo Francken (N-VA): Volgende week praten we met de Senaat over het nieuwe strategische concept van de NAVO. In dit concept staat dat de lidstaten van de NAVO het eens zijn om een NAVO-rakettenschild uit te bouwen. Ik dacht dat de Belgische regering hier genuanceerder over dacht en onder meer Rusland hier als partner bij wou betrekken. Wat is het standpunt van de regering van lopende zaken?

01.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De ontslagnemende regering blijft bij het standpunt van de Belgische diplomatie uit het verleden. De aanpassing aan de nieuwe veiligheidsomgeving is trouwens een lopend proces en niet iets dat door secretaris-generaal Rasmussen voor het eerst werd aangekaart. Om relevant te blijven moet de NAVO rekening houden met nieuwe bedreigingen in een nieuwe, multipolaire wereld.

Zo hebben de bondgenoten op de laatste NAVO-top in Straatsburg in 2009 erkend dat er een nieuwe bedreiging bestaat van raketaanvallen op het grondgebied van de alliantie. Het Amerikaanse voorstel van een 'European Phased Adaptive Approach'-raketafweersysteem kwam toen al aan bod. Verwacht wordt dat de volgende NAVO-top op 19 en 20 november in Lissabon een beslissing zal nemen over de invoering van een NAVO-systeem dat alle bondgenoten een bijkomende bescherming biedt tegen de dreiging van ballistische raketten en massavernietigingswapens.

Zoals duidelijk werd herhaald op de bijeenkomst van de NAVO-ministers van Buitenlandse Zaken en Defensie op 14 oktober, is België bereid om zich aan te sluiten als er een consensus bestaat binnen de NAVO, maar dat we verduidelijking wensen over de volledige kostprijs. Daarnaast willen we maximaal streven naar een samenwerking met Rusland: in de NAVO-Rusland Raad zijn dialoog en samenwerking prioriteiten die de NAVO en Rusland delen.

Als de Russen betrokken worden bij dit voorstel, zorgen we net voor een nog intensere vorm van overleg tussen Rusland en de NAVO. Want wij streven naar goede en vertrouwensvolle veiligheidsrelaties met Rusland op verschillende internationale fora: binnen de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa, in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid van de EU en bij de NAVO. Dit rakettenafweersysteem kan daaraan bijdragen.

01.03 Theo Francken (N-VA): De Russische reactie op het Amerikaanse voorstel om ook in Polen en Tsjechië ABM-batterijen en radarcomplexen te plaatsen, was duidelijk, dus ik vrees dat het allemaal minder rooskleurig is dan de minister ons hier voorspiegelt. Een samenwerking met Rusland is hier een must, maar ik ben er nogal kritisch over.

Het rakettenschild zorgt natuurlijk voor een wapenwedloop. Taiwan kocht onlangs een aantal afweerraketten, waarop China in de Straat van Taiwan nog veel zwaardere langeafstandsraketten en explosieven liet aanrukken. We moeten hier dus heel voorzichtig mee omspringen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Belgische voorzitterschap van de 'Task Force for International Cooperation on Holocaust Education'" (nr. 468)

02.01 Peter Luykx (N-VA): België neemt vanaf maart 2012 het voorzitterschap waar van de Task Force for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research. De plechtige start daarvan vindt plaats in de kazerne Dossin in Mechelen. De gezamenlijke doelstellingen van de leden werden

in januari 2010 vastgelegd in de Verklaring van Stockholm.

Hoe wordt dit Belgische voorzitterschap voorbereid? Wat worden de belangrijkste evenementen? Waarop zullen we de klemtoon leggen? Welke contacten vonden er plaats tijdens die voorbereidingen? Welke rol zal de federale overheid spelen als het over herinneringseducatie gaat?

02.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De voorbereiding van ons voorzitterschap werd toevertrouwd aan een werkgroep voorgezeten door de FOD Buitenlandse Zaken. Alle Gemeenschappen doen vanzelfsprekend mee. Tijdens de voorbereiding zijn er ook contacten met academici, de Joodse gemeenschap van België, het middenveld en de andere lidstaten van de Task Force.

Momenteel wordt het programma van ons voorzitterschap vastgelegd. De voorstelling van dat programma aan de andere lidstaten zal plaatshebben tijdens de plenaire vergadering van juni 2011, onder Nederlands voorzitterschap dus.

Ik kan nu al zeggen dat wij tijdens het Belgische voorzitterschap twee plenaire vergaderingen en twee tussentijdse vergaderingen plannen. De plenaire vergaderingen zullen rechtstreeks door de Gemeenschappen worden georganiseerd, de twee tussentijdse vergaderingen door de FOD Buitenlandse Zaken. Het algemene thema van ons voorzitterschap wordt 'Herinnering en geschiedenis van de Shoah in België'. De details worden nog door de werkgroep uitgewerkt.

Herinneringseducatie past in de eerste plaats binnen de onderwijsbevoegdheid van de Gemeenschappen. Via het academische gedeelte van ons voorzitterschap en via de voorbereidende werkgroep Educatie kunnen zij hun beleid op dat vlak nationaal en internationaal in de verf zetten.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Christian Brotcorne** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Israëlisch-Palestijnse vredesproces" (nr. 487)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de vredesgesprekken tussen Israël en Palestijnen" (nr. 489)

03.01 **Christian Brotcorne** (cdH): Op 2 september jongstleden werden de vredesgesprekken tussen Israël en Palestina hervat, maar uw Israëlische evenknie liet jammer genoeg verstaan dat het einde ervan vooralsnog niet in zicht is. Een van de problemen betreft de bouwstop voor Israël's in Oost-Jeruzalem. Aangezien die afloopt, had de Palestijnse Autoriteit als teken van goede wil gevraagd dat hij voor de duur van de onderhandelingen zou worden verlengd. Ik vernam vandaag dat VN-secretaris-generaal Ban Ki-moon bezorgd is over de bouw van 1.300 nieuwe woningen. Dat project zou de vredesonderhandelingen kunnen ondergraven. De vraag rijst welke rol er voor Europa is weggelegd. Die rol is volgens mij onbestaande. De Europese Unie treedt wel op als financier van een en ander, maar is niet echt een actor in het vredesproces.

Zouden we niet een actievere rol moeten opnemen op diplomatiek vlak, temeer daar de Europese Unie zich heeft uitgesproken voor een oplossing gestoeld op twee staten en welke moet leiden tot een levensvatbare, soevereine en onafhankelijke Palestijnse nabuurstaat die naast en in vrede met Israël bestaat binnen erkende en veilige grenzen?

Wat is de huidige stand van zaken? Welke rol heeft België gespeeld naar aanleiding van het voorzitterschap van de Europese Unie?

Door het Verdrag van Lissabon kan de Europese Unie bovendien met één stem spreken. Alleen blijven alle kikkers niet in de kruiwagen zitten. Frankrijk had immers op 21 oktober laatstleden een initiatief gepland, al heeft het land dat intussen wel weer laten varen. Verzwakken dergelijke initiatieven de positie van mevrouw Ashton en de Europese Unie niet?

03.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Ik wil u graag geruststellen wat de rol van de Europese Unie betreft met betrekking tot dit probleem, dat heel belangrijk is voor de wereldvrede. Zoals ik aan de heer Lieberman heb gezegd, als men vrede kan stichten in het Midden-Oosten, kan men overal vrede stichten. Hij heeft mij geantwoord dat ik moest kijken naar de slachtoffers op andere plaatsen en hij vroeg mij waarom ik mij zo blind staarde op een oplossing in het Midden-Oosten, waarom dit zo belangrijk was. Wel, in het Midden-Oosten ontmoeten verschillende culturen, verschillende godsdiensten, verschillende volkeren elkaar, en als men dit conflict uit het slop kan halen, zal dit een enorme vooruitgang betekenen, niet alleen voor het Midden-Oosten maar ook voor de betrekkingen op wereldvlak.

U denkt dat de Europese Unie in dit verband te veel achterblijft. Ik sprak laatst met mijn Egyptische collega, en die spoorde mij aan op deze wijze door te gaan.

In de loop van de volgende weken zal men de gelegenheid moeten aangrijpen om de besprekingen weer op gang te brengen. Het is geen geschikt moment om andere initiatieven te nemen. Ik ben het niet eens met degenen die beweren dat de Europese Unie vandaag afwezig is. Onze financiële bijdrage om de oprichting van een sterke Palestijnse staat te steunen is, mijns inziens, zeer nuttig. Dat geld wordt op oordeelkundige wijze besteed.

Men moet tevens aanvaarden dat de Verenigde Staten de drijvende kracht achter de vredesbesprekingen zijn. De initiatieven van mevrouw Ashton hebben het Midden-Oostenkwartet evenwel nieuw leven ingeblazen. Ze verdient de kritiek die ze vandaag uit sommige hoeken krijgt, niet.

Een oplossing is alleen mogelijk met het akkoord van Israël en de Palestijnen. Noch de Verenigde Staten, noch het Kwartet of de internationale gemeenschap zullen een oplossing kunnen opleggen. De Europese Unie heeft haar krachtlijnen om tot een oplossing te komen duidelijk bepaald. Dat werd gewaardeerd. Vandaag moet men de besprekingen onder leiding van president Obama en mevrouw Clinton een kans geven.

Als dat proces stilvalt, moet men zich afvragen welke rol de Europese Unie kan of moet spelen. Sommige lidstaten zijn immers bereid om sneller dan andere in het diepe te springen.

De kakofonie waarover u het hebt, vormt geen probleem, aangezien het Spaanse en het Franse initiatief niet afwijken van het Europese standpunt, maar de Europese Unie er precies toe aanzetten een actievere rol op te nemen.

Met mevrouw Ashton verdedigen we een ondersteunende rol, waarbij de Europese Unie niet op de achtergrond kan blijven. In die context hebben we contacten met landen met goede bedoelingen, ook Arabische, waar de huidige aanpak van de Europese Unie in hoge mate op prijs wordt gesteld.

03.03 **Christian Brotcorne** (cdH): Indien er een oplossing zou komen voor het conflict in het Midden-Oosten, zou dat ook de geopolitieke ontwikkelingen elders in de wereld ten goede komen. U toont zich erg optimistisch over de rol van de Europese Unie in de lopende vredesbesprekingen. U verwijst onder meer naar de door de Europese Unie verstrekte financiering, die vooral Palestijnse infrastructuur ten goede komt. Dat zal de Palestijnse Autoriteit ongetwijfeld op prijs stellen. Welke politieke invloed hebben we echter nog op Israël? We moeten op beide protagonisten een invloed kunnen uitoefenen. Enkel indien de Europese Unie ook in Israël voldoende geloofwaardig is, kunnen we het vredesproces beïnvloeden.

03.04 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Het gaat niet enkel over de infrastructuur, maar ook over de totstandkoming van een rechtsstaat. Dat is ook in het belang van Israël, dat meer veiligheid wil.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de resultaten van een onderzoek van Human Rights Watch met betrekking tot de toestand in Oeganda en zijn buurlanden" (nr. 503)**

04.01 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): Human Rights Watch publiceerde in oktober de resultaten van het onderzoek naar het Lord's Resistance Army (LRA) van Joseph Kony. Volgens dat rapport werden het

voorbij anderhalf jaar bijna 700 mensen ontvoerd in de Centraal-Afrikaanse Republiek en Soedan, maar het LRA is ook actief in Congo. Een derde van de ontvoerden zijn kinderen. Het LRA ontvoert kinderen om ze in te zetten als kindsoldaat of als slaaf. Zij lopen daar vaak blijvende emotionele letsels op. Het Internationaal Strafhof in Den Haag vaardigde in 2005 arrestatiebevelen uit tegen Kony en zijn handlangers, maar zij werden nog steeds niet gevat. Human Rights Watch adviseert de nationale overheden, het Oegandese leger en de VN om dringend de bevolking ter hulp te snellen.

België betaalde in Gulu de bouw van een kostschool voor aangepast lager onderwijs voor getraumatiseerde oorlogskinderen. Wat zijn de resultaten daarvan? Zal de Belgische overheid opnieuw initiatieven nemen om de bevolking in de risicogebieden te helpen?

04.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): België heeft bij het einde van de LRA-operaties in Noord-Oeganda besloten om twee scholen terug op te bouwen en uit te breiden, de Laroo lagere school en de secundaire Samuel Baker School. Wat de eerste school betreft zijn de technische aspecten van de bouw bevredigend, maar een studie naar de impact van de school is nog niet gebeurd. Vredesopbouw België zal nog een aantal projecten steunen in Noord-Oeganda.

Een project begeleidt getraumatiseerde kinderen in en rond Gulu. Een ander project ondersteunt lokale initiatieven om de terugkeer van en de verzoening met LRA-strijders te vergemakkelijken. Beide projecten zijn begin 2010 gestart.

Verschillende Belgische ontwikkelingshulpprojecten in Oeganda komen uiteraard ook de bevolking van Noord-Oeganda ten goede, meer bepaald op het gebied van onderwijs. België wil de bevolking in deze risicogebieden echt helpen.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het referendum in Sudan" (nr. 504)
- de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Zuid-Sudan" (nr. 565)

05.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Op 9 januari 2011 vindt in Sudan een referendum plaats over de mogelijke onafhankelijkheid van Zuid-Sudan. President Omar al-Bashir – die door het Internationaal Strafhof in Den Haag wordt gezocht op verdenking van oorlogsmisdaden in Darfur – verklaarde dat hij de uitslag van het referendum niet zal aanvaarden als het zuiden voor onafhankelijkheid zou kiezen. Waarnemers vrezen dat de regering alles zal doen om de stembusgang te verijdelen.

Hoe zijn de relaties tussen de Belgische en de Sudanese regering? Wat zullen de gevolgen zijn van de weigering van de president om de onafhankelijkheid van het zuiden te aanvaarden? Is de afscheuring van het zuiden een mogelijke vereiste voor vrede? Hoe kan de stembusgang worden gerealiseerd? Kan de Belgische regering van lopende zaken een onafhankelijk Zuid-Sudan erkennen?

05.02 Christian Brotcorne (cdH): In Noord- en Zuid-Sudan belijdt men een verschillende religie. Aardolie vormt eveneens een factor. Het gros van de Sudanese olievoorraden bevindt zich namelijk in het zuiden. Dat laat vermoeden dat president al-Bashir de resultaten van het referendum, dat krachtens de conclusies van het algemene vredesakkoord moet worden georganiseerd, mogelijk niet zal aanvaarden.

Ik vraag me af of de Europese Unie geen speciale vertegenwoordiger zou moeten aanstellen in Sudan, om te tonen dat Europa wil dat het referendum zonder geweld plaatsvindt. De partijen moeten ertoe worden aangemoedigd de in hun eigen vredesakkoord ingeschreven verantwoordelijkheden op te nemen.

05.03 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): België onderhoudt diplomatieke betrekkingen met Sudan, dat zelf een ambassade in Brussel heeft. De kans is niet gering dat de waarschijnlijke uitslag van het referendum – de afscheuring van het zuiden – niet zal worden aanvaard. Mocht de uitslag van het

referendum niet worden geaccepteerd, dan zou dat normaliter het einde betekenen van de huidige regering van nationale eenheid in Khartoem. Vrede in Sudan is slechts mogelijk wanneer alle betrokken partijen er gezamenlijk in slagen een politieke regeling te treffen over de grenzen, de rechten van de burgers, de verdeling van grondstoffen en rijkdommen. De internationale gemeenschap kan bemiddelen om een gewelddadig conflict te voorkomen. De mogelijke afscheuring van het zuiden is een optie in het vredesakkoord van 2005, maar dat veronderstelt dat ook de andere elementen van dat akkoord worden uitgevoerd, onder meer de grensafbakening. Dat is nog niet het geval. Het organiseren van het referendum is een enorme uitdaging door het gebrek aan infrastructuur en de ongeletterdheid van de bevolking. De VN-missie UNMIS geeft binnen de limieten van haar mandaat de nodige bijstand.

De Zuid-Afrikaanse regering werd gevraagd om te helpen bij het drukken van de referendumbrieven.

(Frans) Mevrouw Ashton heeft dr. Rosalind Marsden aangesteld als speciale vertegenwoordiger van de Europese Unie in Sudan. Zij is in functie getreden op 1 september 2010.

Toen de andere ministers van Buitenlandse Zaken en ikzelf de agenda van de top EU-VS voorbereidden, heb ik erop aangedrongen dat de kwestie-Sudan zou worden geagendeerd.

De Europese Unie heeft beslist waarnemers te sturen voor de verkiezingen. De missie zal geleid worden door mevrouw De Keyser.

(Nederlands) De erkenning van een staat zou de bevoegdheid van een regering van lopende zaken inderdaad overstijgen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de universele periodieke doorlichting van België door het VN-Comité voor de rechten van de mens in mei 2011" (nr. 709)

06.01 Damien Thiéry (MR): In mei 2011 vindt de universele periodieke doorlichting (UPR) van België door het VN-Comité voor de rechten van de mens plaats. In het kader daarvan krijgen de staten de gelegenheid om de maatregelen toe te lichten die ze genomen hebben om de mensenrechtensituatie op hun grondgebied te verbeteren. In het dossier van *Le Vif/L'Express* hierover lezen wij dat België zijn nationale rapport in februari 2011 moet overleggen. De federale overheid coördineert de opstelling van dat rapport.

In dat dossier wordt het in maart 2008 door het VN-Comité voor de eliminatie van raciale discriminatie opgestelde rapport in herinnering gebracht. Daarin werd het beleid van de Vlaamse overheid inzake toegang tot sociale woningen, zowel op gewestelijk vlak, met de Wooncode, als op gemeentelijk vlak, in Zaventem, op de korrel genomen.

Bevestigt u dat de Belgische overheid het voorbereidend rapport in 2011 aan de VN moet verzenden, en dat de UPR van België in dat jaar zal plaatsvinden? Hoe verloopt de coördinatie van die doorlichting door uw diensten in de praktijk? Zijn de hoofdpunten van de doorlichting intussen bekend, of is die demarche van discretionaire aard?

06.02 Minister Steven Vanackere (Frans): Ik kan u bevestigen dat de universele periodieke doorlichting van België door het VN-Comité voor de rechten van de mens op 2 mei 2011 plaatsvindt. Het nationale rapport zal uiterlijk op 1 februari 2011 moeten worden overgelegd. We hebben dus nog tweeënhalve maand de tijd. De dienst Mensenrechten van de FOD Buitenlandse Zaken coördineert de redactie van dat rapport, in samenwerking met de betrokken instellingen.

In december 2009 vond er een eerste vergadering plaats. Gisteren was er een raadpleging gepland van het maatschappelijk middenveld over een ontwerpproject.

06.03 Damien Thiéry (MR): Ik vrees dat wij in verband met de Wooncode opnieuw opmerkingen zullen krijgen. Ik vind dat jammer, niet alleen voor Vlaanderen, maar voor het imago van heel België.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de problemen waarmee Belgen die bij de parlementsverkiezingen van 13 juni 2010 in het buitenland stemden, werden geconfronteerd" (nr. 710)

07.01 Damien Thiéry (MR): Verscheidene in het buitenland gevestigde Belgische kiezers hebben me gemeld dat ze bij de jongste parlementsverkiezingen van 13 juni problemen hebben ondervonden om hun stemrecht uit te oefenen.

Enerzijds hadden sommige diplomatieke of consulaire posten de informatie niet correct verspreid, waardoor de kiezers hun inschrijvingsformulier niet tijdig hebben kunnen indienen. Anderzijds wilden een aantal Belgische kiezers die in het buitenland wonen zich in een faciliteitengemeente in de Brusselse rand inschrijven. Dat werd echter onmogelijk gemaakt door een onwettige ingreep van de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur en/of door de weigering van de diplomatieke of consulaire post om met die formulieren, die in het Frans waren ingevuld, rekening te houden.

Was u op de hoogte van die feiten? Welke richtlijnen werden er in werkelijkheid meegedeeld aan de diverse diplomatieke en consulaire posten, gelet op het feit dat het Kieswetboek de kiezers als gevolg van de vervroegde verkiezingen niet alle verhaalmogelijkheden kon bieden?

Welke structurele maatregelen zal u nemen om te voorkomen dat dergelijke disfuncties zich bij vervroegde verkiezingen opnieuw zouden voordoen?

07.02 Minister Steven Vanackere (Frans): Wat de toepassing van de taalwetgeving door de gemeenten betreft, dient u zich tot de minister van Binnenlandse Zaken te wenden.

Wat de grond van de zaak betreft, wordt er nergens in de wet bepaald dat de burgers het recht hebben zich op de valreep in te schrijven. In de wet is er enkel sprake van de termijn waarbinnen de lijst moet worden afgerond. Er is een verschil tussen het recht van de burger om zich aan te melden en het ogenblik waarop de definitieve lijst wordt vastgesteld.

De wetgeving kan uiteraard dienstig zijn bij normale verkiezingen, met andere woorden met inachtneming van de gestelde termijnen. Er moet echter worden vastgesteld dat het bij vervroegde verkiezingen onmogelijk is tegelijkertijd de wet na te leven én alle kiezers die in het buitenland verblijven, voor 100 procent de zekerheid te bieden dat ze aan de verkiezingen zullen kunnen deelnemen.

Om die reden heb ik mij tot het uiterste ingespannen om de wet in acht te nemen, enerzijds, en om de in het buitenland verblijvende Belgen de beste kansen te bieden om aan de verkiezingen deel te nemen, anderzijds.

De kiezers die ervoor opteerden zich persoonlijk aan te bieden, konden ook te gepasten tijde stemmen.

Het is aan de wetgever om de nodige wetswijzigingen aan te brengen om – in het kader van vervroegde verkiezingen – te zorgen voor een betere participatie van die Belgen.

07.03 Damien Thiéry (MR): Ik dank u voor dit duidelijke antwoord. We zullen dus het nodige moeten doen om ervoor te zorgen dat de in het buitenland verblijvende Belgen in voorkomend geval aan vervroegde verkiezingen kunnen deelnemen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de problematiek van huispersoneel in onze hoofdstad" (nr. 770)

08.01 Sonja Becq (CD&V): Onlangs woonde ik een lezing bij over de problematiek van het huispersoneel in onze hoofdstad. Veel huispersoneel is illegaal in ons land en werkt in mensonterende omstandigheden voor niet meer dan kost en inwoon. Bovendien zijn deze mensen vaak het slachtoffer van verbaal en fysiek

geweld. Aangezien dergelijke situaties zich binnenshuis afspelen, blijft de problematiek heel erg verborgen. Gelukkig bekommeren enkele organisaties zich om het huispersoneel en trachten zij het te beschermen tegen uitbuiting en mishandeling. Het probleem bestaat ook bij buitenlandse diplomaten en internationale vertegenwoordigers die onschendbaarheid genieten en niet kunnen worden vervolgd. Het is dus niet alleen moeilijk om de feiten vast te stellen, maar ook om te vervolgen. Wij zijn tegen uitbuiting, zowel in België als in het buitenland. Wij moeten dus nagaan hoe wij in eigen land uitbuiting kunnen tegengaan.

Is Buitenlandse Zaken op de hoogte van misbruiken van huispersoneel door buitenlandse diplomaten of internationale vertegenwoordigers in België? Hoe en waar kunnen dergelijke misbruiken worden gemeld? Hoe kan de minister hiertegen optreden? Geldt de diplomatieke immuniteit hier wel? Moet deze niet worden beperkt tot louter diplomatieke zaken?

08.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Wij hechten veel belang aan deze problematiek en hebben deze aangekaart op een conferentie in het kader van het Europese voorzitterschap over de problematiek van de mensenhandel. De Belgische diplomatie speelt een voortrekkersrol en nam enkele heel pragmatische initiatieven. Wanneer bijvoorbeeld huispersoneel een visum ontvangt, geven wij een informatiebrochure mee met een enquête over het arbeidscontract en andere te checken zaken. Wanneer deze vragen niet of onvoldoende positief kunnen worden beantwoord, vragen wij het huispersoneel om contact op te nemen met de Belgische diensten die toezien op de naleving van die zaken. Dit is een eerste instrument van preventie.

Bovendien vragen we voor het bekomen van een identiteitskaart dat de betrokkenen zich persoonlijk aanbieden bij de dienst Protocol. Daar vindt een individueel gesprek plaats zodat we ons kunnen vergewissen van mogelijke vormen van misbruik. Op jaarbasis zijn er een zestigtal zorgwekkende gevallen waarin we ingrijpen.

Buitenlandse Zaken is ernstig bezig met de problematiek en wij willen als diplomatieke hoofdstad het goede voorbeeld geven in de strijd tegen mensenhandel.

Wat de bestrijding van het probleem betreft, zijn er wel wat middelen ter beschikking: discrete contacten met de betrokken vertegenwoordiging, het posthoofd ter verantwoording roepen, beperkingen opleggen in de voordelen die diplomatieke zendingen genieten, geen personeel meer toestaan of de betrokken diplomaat persona non grata verklaren.

Ernstige uitbuiting of mensenhandel wordt door de parketten en het arbeidsauditoriaat behandeld. Er kan worden gevraagd om de immuniteit van de betrokken diplomaat in te trekken, zodat het gerechtelijk onderzoek ten volle kan worden gevoerd. Het Verdrag van Wenen van 1961 bevat een aantal mogelijkheden om diplomaten die betrokken zijn bij gemeenschappelijke misdrijven aan te pakken, maar het is niet vanzelfsprekend. Als minister van een regering van lopende zaken kan ik geen standpunt innemen over de vraag of een diplomaat in deze problematiek al dan niet immuniteit moet blijven genieten. De immuniteit is een cruciaal element in het internationale rechtsverkeer.

08.03 **Sonja Becq** (CD&V): Preventie is altijd beter dan repressie. Het is goed dat België aan preventie werkt. De minister had het over een zestigtal zaken. Naar welke diensten worden deze mensen doorverwezen? Volgden er echt sancties?

08.04 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Meestal treedt de Sociale Inspectie op. Als minister van Buitenlandse Zaken heb ik het voorbije jaar echter geen enkel geval van opheffing van de diplomatieke immuniteit ten gevolge van dit soort zaken meegemaakt.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de interventies van België tijdens de 9de sessie van de Universal Periodic Review in de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties" (nr. 791)**

09.01 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Momenteel loopt de negende sessie van het Universal Periodic Review Mechanism in de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties. Onze vertegenwoordiger kan daar kritische

interventies houden over de mensenrechtensituatie in de landen die aan de *review* onderworpen worden. Over welke landen zal hij het hebben en over welke thema's? Waarom werd die keuze gemaakt?

09.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Op deze negende zitting neemt België het woord aangaande Jamaica, Libanon, de Verenigde Staten, Kroatië en Bulgarije. Bij die keuze streven we een geografisch evenwicht na. Ook baseren we ons op een aantal criteria: heeft België een ambassade in het land; hoe is het er gesteld met de mensenrechten; is het land lid van de Mensenrechtenraad? We hebben ook onze favoriete thema's zoals de afschaffing van de doodstraf. Daarnaast zullen we het hebben over de discriminatie van homoseksuelen (Jamaica), de toestand in de gevangenissen (VS), de situatie van kinderen en gehandicapten in instellingen en de vrouwenhandel (Bulgarije), vluchtelingen, foltering en ontorende behandeling (Libanon), de toegang tot justitie (Kroatië). Kroatië is een kandidaat-lidstaat voor de EU en op het vlak van justitie is er nog veel werk.

Het zijn onze ambassades en de ngo's ter plaatse die ons deze themakeuzes per land influisterden. Ook allerlei verdragsorganen en de Hoge Commissaris van de VN voor de Rechten van de Mens leiden ons bij de selectie.

Binnen Europa trachten we via overleg tot afspraken te komen, zodat elk land op één bepaald thema hamert. Door die complementariteit trachten we een breed palet van onderwerpen aan bod te laten komen.

Aan de afschaffing van de doodstraf – of toch minstens een moratorium op de uitvoering van de doodstraf – hechten we al enige tijd groot belang en ook tijdens ons Europees voorzitterschap trekken we heel nadrukkelijk die kaart. We willen druk blijven uitoefenen om op die manier wereldwijd een stap vooruit te kunnen zetten inzake menselijkheid en beschaving.

09.03 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Ik waardeer het sterk dat we een aantal ons dierbare thema's blijven beklemtonen en opvolgen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de verkiezing van de raad van bestuur van UN Women" (nr. 792)**

10.01 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): De vier bestaande genderinstellingen van de Verenigde Naties worden, ingevolge de resolutie van 2 juni 2010, samengebracht in een nieuw VN-agentschap: UN Women.

Op 10 november zullen de 54 landen van de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties naar verwachting de raad van bestuur van UN Women aanduiden. Dat zal gebeuren via een hybride formule: een combinatie van een geografische zetelverdeling, plus de vier donoren die het meeste bijdragen tot het budget, en twee ontwikkelingslanden.

Azië krijgt daarbij tien zitjes. Blijkbaar hebben de Aziatische landen tien landen voorgedragen waar zij het allemaal over eens zijn, waaronder Iran. Daar komt bij dat Saoedi-Arabië, dat inzake vrouwenrechten al even slecht aangeschreven staat als Iran, ook als donorland kandidaat zou zijn. Ik vind dit uiteraard verontrustend. Hoe kan UN Women op die manier een succesverhaal worden?

Welke diplomatieke stappen onderneemt ons land om te vermijden dat landen als Iran en Saoedi-Arabië, die duidelijk weinig of geen engagement vertonen voor vrouwenrechten, lid zouden worden van de raad van bestuur van UN Women? Hoe zal dit in het Belgische stemgedrag weerspiegeld worden?

10.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Natuurlijk mag van kandidaat-leden van de raad van bestuur van UN Women worden verwacht dat zij de rechten van de vrouw ernstig nemen en respecteren.

Ook Oost-Timor heeft zich vorige week kandidaat gesteld, waardoor er nu elf Aziatische kandidaten voor tien

plaatsen zijn. Er komt dus geen automatische zetel voor een kandidaat-land als Iran.

Dat Saoedi-Arabië als donorland kans maakt, is het rechtstreekse gevolg van de resolutie ter oprichting van UN Women. Die donorenzetels zijn volgens een akkoord tussen de voornaamste donoren verdeeld. België behoort niet tot die groep.

Ons stemgedrag zal worden bepaald door het respect van de kandidaat-leden voor de rechten van de vrouw. Met onze EU-partners trachten wij de andere stemgerechtigde landen te overtuigen eenzelfde houding aan te nemen.

10.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik hoop dat de door de minister beschreven Azië-strategie zal slagen. En ik reken erop dat ons land en de andere EU-landen al het mogelijke zullen doen om ervoor te zorgen dat het bestuur waardig is samengesteld.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het opnemen in België en andere Europese landen van ex-gedetineerden van Guantánamo Bay" (nr. 793)

11.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): De sluiting van het detentiecentrum in Guantánamo Bay kan worden bevorderd als andere landen zich bereid tonen om ex-gedetineerden op te nemen. België toonde zich daartoe al bereid. De Amerikaanse ambassadeur Gutman zou de premier en minister Vanackere hebben verzocht om ter gelegenheid van het Belgische voorzitterschap een oproep te lanceren bij de andere EU-lidstaten. Zal de minister op deze vraag ingaan? Overweegt België om nog meer gevangenen uit Guantánamo op te vangen?

11.02 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): Hoewel wij uiteraard over de problematiek van Guantánamo spreken, heeft de ambassadeur geen formele vraag aan mij gesteld om de andere lidstaten op te roepen ex-gevangenen op te nemen. Een aantal lidstaten heeft net als België al ex-gedetineerden opgevangen. Eventuele verdere verzoeken aan ons land van de VS zouden in ieder geval niet kunnen worden beantwoord door een regering van lopende zaken. De opvang van bijkomende ex-gevangenen is dus niet aan de orde.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de verkiezingsuitslag in Myanmar" (nr. 794)

12.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De politieke situatie in Myanmar was de voorbije maanden zeer ingewikkeld en niet echt gunstig voor het houden van verkiezingen.

Ondanks binnenlandse en buitenlandse druk zijn de verkiezingen toch doorgegaan, maar niet overal en niet voor alle Myanmarezen. Bovendien waren er geen echte democratische politieke partijen die representatief waren voor de civiele maatschappij.

De dag na de verkiezingen vluchtten meer dan tienduizend mensen de grens met Thailand over, omdat de boeddhistische Karen gewapenderhand de verkiezingen betwistten.

In uw antwoord op onze vragen van 20 oktober gaf u aan dat u het standpunt aanhoudt van de Europese Unie, die op grond van de ontwikkeling ter plaatse de sancties wilde herzien. U besloot de verkiezingen van 7 november af te wachten (zie *Beknopt Verslag* 53 COM 10, blz. 1-5).

Erkennen België en de Europese Unie de uitslag van de verkiezingen van vorige zondag? Kunt u ons uw eerste opmerkingen meedelen?

12.02 Minister Steven Vanackere (*Frans*): In haar verklaring van 7 november, die ik onderschrijf, betreurt

mevrouw Ashton dat de Myanmarese overheid niet de nodige maatregelen heeft getroffen om volledig vrije, transparante en alomvattende verkiezingen te waarborgen.

Hoewel die verkiezingen niet voldoen aan de internationale normen, valt niettemin te hopen dat ze het begin van een alomvattende fase inluiden. Uit dat oogpunt heeft mevrouw Ashton de oproep van de Europese Unie om alle politieke gevangenen, onder wie Aung San Suu Kyi, vrij te laten, herhaald.

België en de Europese Unie zullen de definitieve resultaten afwachten alvorens tot een evaluatie over te gaan. Men zal conclusies moeten trekken voor de toekomst, zonder evenwel het verleden te verbloemen. Het voorstel om een onderzoekscommissie inzake oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid op te richten, zoals aanbevolen in het rapport-Quintana, moet mijns inziens zeker worden overwogen in het kader van die demarche.

12.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik ben behoorlijk pessimistisch over de opvatting die onder anderen mevrouw Ashton vertolkte, als zouden die verkiezingen het begin van een democratisering kunnen inluiden. Enerzijds is zulks erg moeilijk te verifiëren, gelet op het geringe aantal internationale waarnemers en het lam leggen van het internet; anderzijds werden er niet eens overal verkiezingen gehouden. Een dergelijke stembusgang is allerm minst representatief. De internationale waarnemers en de Myanmarese civiele maatschappij vroegen om een tripartiet overleg met de partij van Aung San Suu Kyi alvorens verkiezingen te houden.

Ik ben het wél roerend eens met de eis tot onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van alle politieke gevangenen, zo niet zal er geen echte overgang naar een democratisch bestel op gang komen.

Ik zal me vóór de volgende RAZEB opnieuw tot u wenden.

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de **vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen** over "**de onrechtmatige gevangenzetting van een Hongaarse arts**" (nr. 819)
- mevrouw **Juliette Boulet** aan de **vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie**, over "**de onrechtmatige gevangenzetting van een Hongaarse arts**" (nr. 848)

13.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De Hongaarse gynaecologe Ágnes Geréb werd onterecht opgesloten in de gevangenis naar aanleiding van een incident tijdens een bevalling die niet in een ziekenhuis plaatsvond. Overeenkomstig de Hongaarse wet kunnen vrouwen bevallen waar ze willen en met de hulp van wie ze willen, maar mogen artsen, verpleegsters en vroedvrouwen niet bij een bevalling assisteren die niet in een ziekenhuis plaatsvindt. Als ze dat wel doen, kunnen ze het recht om hun beroep uit te oefenen, verliezen en veroordeeld worden tot straffen die tot acht jaar gevangenis kunnen oplopen.

Dr. Geréb, wier voorlopige hechtenis van dertig dagen gisteren met zestig dagen verlengd werd, kan op zeer grote nationale en internationale steun rekenen.

Beschikt u over informatie betreffende de gezondheidstoestand van die arts, die in de gevangenis mishandeld zou zijn, of over haar eventuele proces? Wat vindt u van die situatie, in een EU-lidstaat nog wel, waarbij verscheidene artikelen van de Universele verklaring van de rechten van de mens met voeten getreden worden? Kan u het Belgische EU-voorzitterschap niet te baat nemen om de aandacht van uw Hongaarse ambtgenoten op deze zaak te vestigen?

13.02 Minister Steven Vanackere (Frans): De vragen die bevoegdheden van minister Onkelinx betreffen, zult u aan haar moeten stellen.

De Belgische ambassade in Boedapest is op de hoogte van de arrestatie, maar het is niet aan de Belgische regering om uitspraken te doen over een binnenlands gerechtelijk dossier van een andere lidstaat.

Ik heb er nota van genomen dat er in Hongarije een parlementaire meerderheid bestaat om het probleem van

de thuisbevallingen te regelen. Ik ben ervan overtuigd dat de Hongaarse autoriteiten alles in het werk stellen om de waarden in acht te nemen die Hongarije heeft onderschreven door zijn aansluiting bij de Europese Unie en door de ratificatie van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en van de belangrijkste VN-verdragen. Bovendien heeft Hongarije zijn steun verleend aan de resolutie betreffende de moedersterfte die tijdens de jongste Raad voor de Mensenrechten werd goedgekeurd.

Mevrouw Geréb kan een beroep doen op de bevoegde nationale en internationale instanties wanneer ze meent dat haar rechten geschonden zijn.

13.03 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Ik wilde minister Onkelinx vragen zich tot haar Hongaarse ambtgenoot te wenden opdat de Belgische ambassade rechtstreeks zou worden ingelicht, en wij ook. Dit zou een delicaat precedent kunnen zijn voor de Europese Unie.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke sluiting van ROJ TV" (nr. 488)

14.01 **Peter Luykx** (N-VA): In maart vond een grootscheepse inval plaats bij de Koerdische tv-zender ROJ TV in Denderleeuw. Naast de tijdelijke aanhouding van acht personen werden daarbij ook documenten en materiaal in beslag genomen.

In Turkije is ROJ TV een verboden station, omdat het gelieerd wordt aan de PKK. Sedert maart 2004 zendt de zender onder Deense licentie uit. De Deense Justitie wil de zender het zwijgen opleggen, evenals de zender Mesopotamia Broadcast.

Vonden er diplomatieke contacten plaats met de Deense en de Turkse vertegenwoordigers over het lot van beide omroepen? Heeft de minister tijdens zijn bezoek aan Turkije in augustus met zijn ambtgenoot gesproken over de inval in Denderleeuw? Kent hij de aard van de programma's en de journalistieke kwaliteit van ROJ TV? Is het juist dat veel programma's van sociale en culturele aard zijn? Komt het wel aan de vergunningverstrekkende autoriteiten toe om op basis van de inhoud van programma's uitzendvergunningen te weigeren? Wat dan met de vrijheid van meningsuiting die toch een kernwaarde van de EU is? Komt er een initiatief ten aanzien van Turkije?

14.02 Minister **Steven Vanackere** (Nederlands): Denemarken heeft zijn partners van de Europese Unie ervan op de hoogte gebracht dat het Deense openbaar ministerie op 31 augustus 2010 een rechtszaak heeft ingespannen tegen het tv-station ROJ TV en tegen Mesopotamia Broadcast, twee bedrijven naar Deens recht. De beschuldiging luidt: overtreding van sectie 114E van het Deense Strafwetboek, waarin bepaald wordt dat het strafbaar is de activiteiten te promoten van een vereniging die terroristische daden pleegt.

Er zijn geen diplomatieke contacten geweest over het lot van de twee omroepen.

Tijdens het onderhoud met mijn Turkse collega heb ik verwezen naar de principes van de scheiding der machten en naar het geheim van het onderzoek. Het onderzoek tegen ROJ TV Denderleeuw is immers nog steeds lopende.

De wetgeving betreffende de toekenning van uitzendvergunningen behoort in ons land tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen. De Deense mediawetgeving kreeg bij mijn weten nog nooit kritiek vanwege de internationale instanties belast met het promoten van de mediavrijheid en van de vrijheid van meningsuiting. Ik acht het dan ook niet opportuun de Deense autoriteiten hierover te benaderen.

14.03 **Peter Luykx** (N-VA): Ik heb geregeld de indruk dat er een bepaalde obstructie bestaat ten aanzien van deze zender en de Koerden in het algemeen.

Turkije wil toetreden tot de EU. Bij de onderhandelingen daarover moet men deze problematiek geregeld onder de aandacht van de Turken brengen.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de relaties tussen China en Japan" (nr. 775)

15.01 Peter Luykx (N-VA): De bilaterale relaties tussen China en Japan kwamen onder druk te staan toen een Chinese vissersboot op 7 september door de Japanse kustwacht werd onderschept in de buurt van de Senkaku/Diaoyu eilanden. Hoewel de eilanden onder Japanse controle staan, betwist China de Japanse soevereiniteit.

Tijdens de recente ASEM-top in Brussel was er een toenaderingspoging tussen de Japanse eerste minister Naoto Kan en zijn Chinese ambtgenoot Wen Jiabao. Een tweede ontmoeting was gepland in Hanoi op 30 oktober, maar die werd op het laatste moment afgelast door China. Sindsdien zijn er geen toenaderingspogingen meer geweest. Ook de Verenigde Staten zijn er niet in geslaagd China en Japan rond de tafel te brengen.

Kan de Belgische diplomatie, in samenspraak met de Europese Hoge Vertegenwoordiger voor het Buitenlandse Beleid, een bemiddelingspoging ondernemen? Wat is het juiste statuut van de gecontesteerde eilanden? Hoe schat Buitenlandse Zaken de situatie in, wetende dat China en Japan twee economische en diplomatieke grootmachten zijn en dat een verslechtering in hun bilaterale relaties het militaire evenwicht in de regio onder druk kan zetten?

15.02 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): De Belgische of Europese diplomatieke instanties werd niet gevraagd om een bemiddelende rol te spelen in deze kwestie. Er was wel bilateraal contact tussen China en Japan op de ASEM-top van begin oktober. Daarna waren beide landen geregeld informeel met elkaar in contact om een formele ontmoeting in Hanoi voor te bereiden. Die ontmoeting is niet doorgegaan op Chinees initiatief.

(Voor een geschiedenis van de eilanden en de aanspraak die China en Japan erop maken, verwijzen we naar het Integraal Verslag.)

De Belgische ambassades en ook de EU-delegaties te Tokio en te Beijing volgen het verloop van de gespannen relaties tussen beide landen op de voet. Geschillen rond eilanden in de Oost- en Zuid-Chinese Zee kunnen het geopolitieke en militaire evenwicht in de regio immers ernstig onder druk zetten.

De EU pleit voor regionale mechanismen voor conflictpreventie, een preventieve diplomatie zoals in het kader van het Asian Regional Forum waarvan de EU één van de 27 deelnemers is.

15.03 Peter Luykx (N-VA): Er was dus geen verzoek van de Chinese noch de Japanse overheid aan Europa. Misschien was er wel een verzoek aan de Belgische diplomatie?

15.04 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): Toch niet, we kregen geen verzoek om bemiddelend op te treden. Beide landen hebben alleen gebruik gemaakt van de kansen op bilaterale contacten die we hun boden.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de vrijdelde aanslag op de Belgische ambassade in Athene" (nr. 776)

16.01 Peter Luykx (N-VA): Een vermoedelijk links-anarchistische groepering heeft pakketten met explosieven gestuurd naar verscheidene ambassades in Athene, waaronder ook de Belgische. Neemt Buitenlandse Zaken extra maatregelen om onze ambassade in Athene te beveiligen? En elders? Hoe wordt het diplomatieke en lokaal aangeworven personeel beschermd tegen terroristische aanslagen? Worden daarvoor militairen of privéfirma's ingeschakeld? Komt het aspect veiligheid aan bod in de opleiding en de vorming van diplomaten?

16.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De bescherming van ambassades, consulaten en hun personeel behoort verdragrechtelijk tot de verantwoordelijkheid van de ontvangststaat. De maatregelen die de zendstaat neemt, zijn slechts aanvullend.

Griekenland heeft meegedeeld hoe de verdachte pakketten herkend kunnen worden en heeft in dit geval voor een directe interventie gezorgd. Men was ook al bezig met de verhoging van de fysieke beveiliging van onze ambassade in Athene. Men gaat ook na of bijkomende maatregelen nodig zijn om verdachte pakketten te detecteren.

Er is naar aanleiding van dit incident geen extra beveiliging gepland in andere ambassades of consulaten, maar de bestaande veiligheidsinstructies zullen wel aan alle posten in herinnering worden gebracht.

Ik zei al dat wij als zendstaat slechts aanvullende maatregelen kunnen treffen: aangepaste fysieke beveiliging en een beroep op privéfirma's of militairen om in te staan voor de beveiliging.

Alle nieuwe diplomaten krijgen van in het begin van hun stage een vorming met betrekking tot de veiligheidsproblematiek. Dat gaat zowel over de beveiliging van hun persoon als van de informatie. Bovendien wordt er tijdens de jaarlijkse diplomatieke dagen in januari bijzondere aandacht besteed aan het aspect veiligheid.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.32 uur.